

Langue de bois et liturgie

C'est peu dire qu'il y a une désaffection du politique, ou du moins de ses vecteurs traditionnels: les partis. Depuis le XIX^e siècle, ils n'ont que fort peu changé: idéologies, clientèles, moyens d'action sont restés très semblables. On est frappé, par comparaison, de voir l'évolution intervenue dans le champ économique, à l'intérieur des entreprises. Là, qu'il s'agisse de la vision de leur rôle dans la société, de leur organisation, de leur marketing, tout ou presque s'est transformé. Les partis se conçoivent apparemment davantage comme églises soucieuses de leur liturgie que comme acteurs d'une démocratie à gérer.

Depuis soixante-cinq ans (la grève générale), les aspirations ont eu le temps de changer, les mentalités aussi (mai 68, c'était il y a quinze ans). Pourtant, imperturbablement, la gauche raisonne avec les mêmes catégories simples (travailleurs d'un côté, patrons et propriétaires de l'autre), les mêmes revendications (avant tout matérielles: toujours plus...). Et, toujours, la langue de bois.

On se rend pourtant toujours davantage compte qu'il n'y a pas que l'intérêt qui pousse l'homme à agir, que sa place dans la structure sociale qui le situe par rapport aux autres. Son style de vie, ses modes de pensée, ses centres d'intérêt ne se réduisent pas à cela.

En France, le Centre de communication avancée (CCA), qui dépend du groupe Havas, se consacre à l'étude des comportements et des tendances pour retracer les courants socio-culturels qui traversent la société. C'est alors une nouvelle carte psychosociologique qui apparaît:

— la mentalité de recentrage recouvre 51,5% de la population française;

— la mentalité de décalage en caractérise le 20,1%;

— la mentalité utilitariste domine chez 14,5%;

— la mentalité d'aventure se retrouve également dans le 14,5% de la population française.

Quel rapport avec la politique? Sûrement au moins autant qu'avec la vente d'automobiles ou l'établissement d'un projet de presse, gros utilisateurs de ce type d'études. C'est sur elles que s'est appuyé Jacques Séguéla pour concevoir la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1981. On ne peut pas prétendre agir sur la société sans la connaître.

Jacques Séguéla qui, parlant des syndicats (français seulement?), disait qu'ils sont en danger d'incommunication.

F. B.

N.B. Que décrivent ces mentalités, et à laquelle vous rattachez-vous? Un test élaboré par le CCA et publié dans Le Monde Dimanche du 17 juillet 1983 vous le dira. A disposition à la rédaction (une enveloppe timbrée adressée nous faciliterait la tâche...).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE VAUDOIS

Le moyen décentré

Le Grand Conseil vaudois s'est livré à des batailles de virgules et d'adjectifs avant d'adopter, en forme de décret, quelques principes sur l'aménagement du territoire, la régionalisation, les plans directeurs.

Comme toujours lorsque les textes sont de portée très générale et d'intention louable, les déplacements de ponctuation ont été les révélateurs des arrière-pensées, des oppositions non dites et des frilosités.

Mais à force de parler d'autonomie communale,

SUITE ET FIN AU VERSO

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 721 8 mars 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Marcel Burri
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
Pierre Gilliard
Gil Stauffer

20 ANS

721

Le moyeu décentré

d'avoir peur de Lausanne et des technocrates, les Vaudois, je le crains, passent à côté du sujet.

Quelle image, toute faite, ont-ils de leur canton? Ce serait un hémicycle dont l'arc lémanique définit la courbure. Au centre, Lausanne qui attirerait à elle, dans un raxon d'attraction toujours plus large, les forces vives.

A ce cliché, il faut opposer les données suivantes:

La croissance démographique vaudoise se situe dans la moyenne suisse (légèrement au-dessus), mais cette croissance repose uniquement sur le district de Nyon. Sans Nyon et sa région, Vaud serait en dessous de la moyenne suisse. Le «dynamisme» vaudois est emprunté à Genève.

Malgré l'apport d'institutions fédérales de poids (Tribunal fédéral, EPFL, centres de recherches, siège d'arrondissements fédéraux), Lausanne a, par rapport à Genève, reculé de plusieurs cases. Cela est sensible, aussi bien dans la morosité nocturne de Lausanne que dans son plus faible rayonnement culturel. L'essentiel de la croissance démographique vaudoise et de son apport neuf échappe donc à la capitale vaudoise.

L'absence politique lausannoise frappe parallèlement: la Ville ne compte plus de représentant au Conseil d'Etat, plus de magistrats-parlementaires ayant une réputation nationale. Les députés lausannois, radicaux et libéraux, jouaient autrefois au Grand Conseil un rôle d'ouverture, permettaient qu'apparaissent des majorités de rechange. Ils rendaient possible un certain réformisme vaudois. Aujourd'hui, ils ne donnent plus guère le ton, d'où la fermeture du jeu et l'appauvrissement politique.

Le canton de Vaud souffre en fait de l'affaiblissement de son centre. Si l'on accepte ce diagnostic, on mesure la difficulté de mener des politiques multiples. Car il faudrait à la fois:

- une politique du renforcement des régions et de leur équipement,
- une politique active de solidarité avec les régions (le Jura en premier lieu) qui se désertifient,
- une politique de renforcement du centre cantonal, conçue comme contrepoids à Genève, assez fort pour exercer jusqu'à Nyon une force de gravitation (Lausanne et Genève, en commun, doivent

LEX FURGLER À GENÈVE

Triste happy end

Application de la Loi Furgler à Genève (DP 715, 720): insatisfaisant happy end dans l'affaire 21, quai du Mont-Blanc. Où le procureur général Raymond Foëx explique qu'on a frôlé la violation de la loi à plusieurs reprises, grâce, entre autres, aux avis éclairés d'un fonctionnaire du Département de l'économie publique, peu avare de conseils sur les meilleurs moyens de tourner les textes légaux (il exerce aujourd'hui ses talents dans le secteur privé...), mais que, finalement, les autorités ont mis le holà à la réussite d'un montage juridico-commercial de haut vol lancé dès 1975. Tout est bien qui finit bien: la totalité du capital-actions de la société propriétaire de l'immeuble est de nouveau en mains suisses, pas d'infraction, pas d'inculpation.

Titres ronronnants dans la presse quotidienne genevoise qui se met au diapason du procureur général (mis à part, une fois de plus, «Le Courrier» qui, dans son édition du lundi 5 mars en particulier, passe au peigne fin l'argumentation officielle et relève des «aspects contestables» du dossier).

aussi être en mesure de s'affirmer face à la Suisse alémanique).

De tels objectifs sont pour une part liés à l'aménagement du territoire, mais ils sont avant tout politiques.

Or on ressent de plus en plus le repliement sur soi, le même «nouveau jour se lève» sur le même papet radical.

Dans ce conformisme ambiant, la critique faite aux aménagistes (DP 719 et 720) n'est qu'un prétexte de la classe politique vaudoise pour ne pas se voir dans un miroir.

A. G.

Si Berne se déclare satisfait de la politique menée par Genève dans cette affaire, impossible de renverser la vapeur et de faire toute la lumière sur les zones d'ombre qui subsistent.

En fait, on ne peut se défendre d'un sentiment profond d'inquiétude devant l'inefficacité des moyens publics de contrôle sur les agissements d'«hommes d'affaires» décidés à «mettre le paquet» pour parvenir à leurs fins: ou bien la justice genevoise n'a pas les capacités intellectuelles et matérielles pour mener des investigations de ce genre, ou bien des considérations insondables d'opportunité — surtout ne pas déboucher sur la scène politique! — brident l'ardeur des magistrats.

Demeure le cas des deux fonctionnaires qui ont eu à pâtir de leur diligence professionnelle dans cette affaire, et qui restent dans le collimateur du conseiller d'Etat radical Borner. Le procureur général: «Ils ont fait leur travail et posé les bonnes questions. On ne saurait les en blâmer. Mais peut-être n'ont-ils pas bien évalué la situation, faute de disposer de toutes les pièces bancaires et fiscales qui ont permis au juge d'instruction de mener son enquête.» Un diagnostic compatible avec un licenciement et une mutation? Disons-le clairement: il est impossible d'en rester là.

(A suivre)

LE POINT DE VUE DE GIL STAUFFER

Chaussettes

J'ai déjà signalé que la disparition progressive autant que fâcheuse des belles-mères obligées et des grands-mères conscientes de leurs devoirs les plus sacrés étranglait l'art du tricotage de la chaussette, nous poussant ainsi à nous tourner de désespoir vers l'industrie.

Il y a, néanmoins, d'agréables surprises.

C'est ainsi que le modèle 3052, taille 12-13, de marque « Viking » (représentée par le dessin d'un drakkar à voile rouge, avec cinq boucliers), en pure laine vierge blanche, fabriqué par la maison Samband, à Akureyri, Islande (dont l'église, je le signale en passant, possède d'étonnants vitraux et la piscine un accès pentu) me semble être de la meilleure qualité. J'ignore le prix de ces chaussettes, les ayant reçues. Mais je vais me renseigner et je vous tiendrai au courant.

Bien le bonjour chez vous.

G. S.

de position en faveur du candidat. On se trouve alors faire partie d'une très sérieuse Commission de préavis de nomination, composée de:

- le directeur de l'établissement en question
- un expert de l'université où le candidat a fait ses études
- le maître de stage
- un représentant du corps enseignant de l'établissement
- un représentant de l'Association des parents, dont si possible un enfant a été l'élève du candidat.

Vu du canton de Vaud, où à ma connaissance une telle commission n'existe pas, ce type de procédure apparaît comme très intéressant, voire exemplaire. En particulier la présence du représentant de l'Association des parents: bonne occasion de faciliter les échanges entre enseignants et parents, échanges parfois restreints ou souvent fondés sur un profond malentendu (croyez-en une mère affligée d'enfants résolument non scolaires, et néanmoins assidue aux réunions parents-enseignants organisées par les écoles).

Autre aspect de la formation des enseignants à Genève: comme il y a pléthore dans certaines disciplines, le séminaire pédagogique n'accepte cette année que les stagiaires en français, allemand et mathématiques, et ferme ses portes aux branches «encombrées» (notamment les sciences naturelles, l'histoire et la géographie). Ce qui revient à poser une certaine garantie de l'emploi, mais aussi à reconnaître un numerus clausus, et à mettre au chômage les licenciés en «branches encombrées».

Dans le canton de Vaud, tout le monde entre au séminaire pédagogique, mais sans garantie qu'à la sortie des postes soient disponibles dans le secondaire. Il en va autrement dans l'enseignement primaire: l'Ecole normale n'accepte qu'un nombre limité de candidats, en fonction des postes disponibles.

Perspectives de chômage il y a, de toutes manières. Alors, que choisir? Le «goulet» à l'entrée, ou le chômage à la sortie? Problèmes de notre temps...

Catherine Dubuis

POINT DE VUE

Va et découvre ton voisin

Tout enseignant vaudois a pu connaître cela: un téléphone, ou une lettre, d'un élève ou ancien élève, qui demande respectueusement l'autorisation de citer votre nom comme référence, à l'occasion d'une candidature, dans l'enseignement secondaire, par exemple. On dit oui (en général), et les choses s'arrêtent là; parfois, un coup de fil d'un directeur d'établissement vous demandera de bien vouloir confirmer votre avis et de donner sur le candidat quelques informations complémentaires. A Genève, en revanche, être cité comme référence signifie un engagement d'une autre portée. En effet, un beau jour, on reçoit une convocation à venir de vive voix et en personne justifier sa prise

EN BREF

Les cheminots suisses, privés du droit de grève, ne seront pas des briseurs de grève. La revue ferroviaire «Schweizer Eisenbahn-Revue» consacre une bonne partie de son premier numéro 1984 à la nouvelle liaison TGV Paris-Lausanne. Abordant la collaboration d'un fonctionnaire CFF et d'un fonctionnaire SNCF pour l'accompagnement des trains jusqu'à Dijon, la revue note que le chef de train CFF cesse le contrôle en cas de grève subite du personnel de la SNCF; à partir de ce moment, il n'accomplit plus que les missions de sécurité. Un fonctionnaire CFF bloqué par une grève à Dijon attendra vingt-quatre heures dans cette gare puis sera rapatrié en auto au dépôt de Lausanne.

* * *

Le concurrent du «SonntagsBlick» qui devrait être lancé au début de l'été aura un rédacteur en chef en provenance du groupe Ringier. Mais ce groupe se

battrait pour maintenir son premier rang de la presse dominicale. Il envisage de lancer, le cas échéant, une édition du dimanche des «Luzerner Neuste Nachrichten» (LNN) pour empêcher une trop forte implantation de l'hebdomadaire du groupe Denner.

MOTS DE PASSE

Service civil: deux contre un

La peur dit non à 64%.

Si un homme averti en valait deux, l'initiative aurait passé, de justesse.

Hélène Bezençon

Mademoiselle Julie

Strindberg écrit ce drame, Mademoiselle Julie, en 1888; il y a un siècle. Ce qui frappe, c'est sa modernité, quand bien même, si l'on en croit la mythologie sociale, les jeunes Suédoises, seraient-elles filles de hobereau, ne se heurtent plus aux mêmes tabous qu'il y a cent ans.

Bien sûr, les emprunts aux idéologies du XIX^e ont muté de sens: ces affrontements de classes sociales décrits en termes darwiniens ne s'entendent plus aujourd'hui au sens premier. Pour le plaisir pourtant, cette citation de la préface: «Quant à l'homme féru de programmes et de réformes, l'homme qui voudrait éviter que le rapace mange la colombe et le pou le rapace, je lui poserai cette question: pourquoi remédier à cela? La vie n'est pas si mathématiquement folle que seuls les grands mangent les petits; il arrive tout aussi souvent que l'abeille mange le lion, ou du moins le rende fou.» On perçoit aussi, il est vrai, la liaison Darwin et théorie des races; dans un recoin de préface, on découvre le concept «aryens». Mais la modernité de ce drame tient à la force des poussées de l'arrière-fond mental; comme le dit Boris Vian dans le commentaire de son adaptation: «cet univers étrange, traversé d'incendies non couverts par l'assurance», comme si à la fin du XIX^e s'exacerbait — de Huysmans à Strindberg — la thématique que Freud, au même moment, allait expliciter.

Antenne 2 a récemment présenté l'adaptation télévisée de la mise en scène de Mademoiselle Julie, créée dans un théâtre parisien¹.

Ce qui m'a frappé, c'est le fantastique renouvellement du répertoire qu'offre la télévision. Et la

thèse que je voudrais défendre, c'est que la télévision permet, tout particulièrement, de faire revivre le «théâtre verbal».

Il y a un théâtre d'action, à changements de lieux et de décors, à rebondissements dramatiques, à personnages foisonnants et multiples, et un théâtre à dominante statique dont l'intensité repose sur le jeu et le verbe de l'acteur.

Les metteurs en scène et la télévision semblent s'être intéressés d'abord à la première catégorie parce que la caméra, dans sa liberté, permettait de donner une «meilleure illusion» en extérieurs renouvelés, en animation, en mouvements d'acteurs.

Or la récréation est, ce n'est pas un paradoxe, plus forte encore dans le théâtre verbal. Les gros plans, en privilégiant l'expression corporelle, corrigent et atténuent le vieillissement de la langue; dans les longs monologues, l'attitude souvent artificielle du destinataire peut être gommée chaque fois que la réception n'est pas liée au jeu dramatique.

La vérité que la télévision a fait découvrir en permettant à chacun, aux «non»-spécialistes du verbe, de s'exprimer «éloquemment» parce que leur message n'est pas fait que de mots, mais aussi de regards, d'hésitations, parce que passe d'eux à nous quelque chose de global, cette vérité-là joue aussi, inversement, pour les spécialistes de l'interprétation du théâtre écrit; dans un gros plan (le monologue est d'ailleurs un gros plan verbal), le mot n'est plus animé par le jeu, mais c'est le jeu — l'émotion d'une veine qui se gonfle dans le cou de l'actrice — qui est comme sous-titré par le texte.

Ces possibilités théâtrales nouvelles se sont portées, si l'on se réfère à quelques classiques, d'ailleurs cinématographiques et non télévisuels, d'abord sur l'opéra (Bergman, Losey). Mais la démonstration est faite que tout le répertoire classique peut être ainsi renouvelé.

Les organes directeurs de la télévision programment une émission d'actualité entre 12 et 14 h. Le plus souvent, les images d'actualité sont pauvres, comme le banal quotidien: un chef d'Etat descend d'un avion au pied duquel l'attend un tapis et un chef de protocole. La radio, sobre, fait mieux l'affaire. En revanche, puisqu'on aurait des moyens, pourquoi ne pas les consacrer plus intensément à un renouveau théâtral par la télévision. Certes, ce ne peut être une panacée; mais c'est là un domaine, entre autres, où l'outil merveilleux de la caméra, au service du metteur en scène et du talent des acteurs, peut être porté à son plus haut niveau de rendement.

A. G.

A BON ENTENDEUR

Salut les consommateurs

A peine installée, la nouvelle autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision va se trouver confrontée au même type de réclamations que l'ancienne Commission Reck. A part les ligues patriotiques et les milieux pronucléaires, d'implantation surtout suisse alémanique, les gros pourvoyeurs de dossiers resteront, pour les émissions diffusées en Romandie s'entend, les milieux de la FRTA (Fédération romande des télé-spectateurs et auditeurs) et jurassiens bernois d'une part, et les organisations économiques d'autre part. Ces dernières ont une cible favorite, sur laquelle elles tirent sans relâche: l'émission de la TV romande destinée aux consommateurs (A bon entendeur), et nommément sa productrice-responsable-présentatrice Catherine Wahli.

Ça cogne de partout: depuis le début de l'année, garagistes, maraîchers, vendeurs de produits bio, etc., se sont tour à tour sentis atteints dans leurs

¹ A2, 27.2.1984: Mademoiselle Julie. Adaptation Boris Vian. Mise en scène, A. Voutsinas. Directeur de la photo, Michel Carré. Réalisation, Yves-André Hubert. Pièce enregistrée du Théâtre Edouard VII en janvier 1981. Avec Fanny Ardant, Niels Arestrup, Brigitte Catillon.

fibres déontologico-professionnelles. Et l'ont fait savoir, dans les colonnes réservées aux lettres de lecteurs, par voie de conférences de presse, voire directement auprès de l'Autorité d'examen des plaintes.

Même non concertée, cette attaque massive ressemble fort au dernier assaut. Ce n'est plus de la tentative d'intimidation, ponctuelle, mais bien de la menace tous azimuts. Comment l'économie ose-t-elle ainsi réclamer de fait la suppression de l'émission la plus suivie de la TVR? Parce qu'elle dérange bien sûr, et pas peu: il y a quelque chose de carrément subversif dans l'information aux consommateurs, c'est bien connu. La quantité d'eau dans les boîtes de petits pois ou dans les produits de charcuterie, celle des résidus de pesticides ou de métaux lourds dans les aliments n'est pas plus innocente que la comparaison des rapports qualité/prix ou l'étude des mécanismes de la politique agricole.

Tout ce qu'on pourrait reprocher à la philosophie d'ABE, c'est de s'en tenir aux symptômes (l'eau dans les jambons, ou les nitrates dans la salade), et de négliger la recherche des causes, évidemment moins faciles à visualiser. Le but en devient un peu court: «l'émission ne vise qu'à informer et à donner des clefs pour que les gens se débrouillent mieux», selon les propos de M^{me} Wahli («24 Heures», supplément radio-TV, 18-24 février 1984).

Cette modeste ambition semble déjà dépasser la limite du tolérable aux yeux des détracteurs d'ABE. Alors, comment se fait-il que les mêmes milieux économiques semblent s'accommoder de critiques en réalité plus radicales, du genre «J'achète mieux» ou «Kassensturz», hebdomadaire économique à succès de la TV alémanique? Certes, cette dernière émission sur «l'argent, le travail et la consommation» a valu quelques dossiers à la Commission Reck, mais elle n'a jamais eu à faire face à un feu aussi roulant qu'ABE ces derniers mois.

Et sans doute aussi les prochains, qui seront selon

toute vraisemblance les derniers: à force d'avoir à justifier, expliquer, nuancer les émissions déjà diffusées, les responsables d'ABE ne trouveront plus le temps de préparer avec le soin voulu les émissions à faire. Avec tous les risques que peut représenter la recherche hâtive en matière de contre-information.

UN NÉCESSAIRE ANTIDOTE

Ce que l'inévitable usure d'une émission qui en est à sa dixième année n'aura pas obtenu, les coups de boutoir des plaignants vont le produire: la disparition d'une émission appréciée d'innombrables téléspectateurs, et nécessaire comme un indispensable antidote aux mille et une intoxications de la société marchande, à laquelle le petit écran ne fait pas place seulement dans les spots publicitaires.

Qui veut, qui peut encore sauver ABE? Sans doute pas la direction régionale de la RTSR, qui n'a jamais levé le petit doigt en sa faveur; sans doute pas non plus la direction des programmes TV, lasse des «ennuis» suscités par ces quelques minutes de programme. Les consommatrices de la FRC,

notoirement en désaccord avec certaines des méthodes en usage dans l'équipe d'ABE, regretteront la disparition de la seule émission romande s'adressant aux consommateurs, et d'abord à celles et ceux qui ne lisent pas, même pas «J'achète mieux».

Alors qui, sinon Catherine Wahli et son équipe? Personne ne peut faire à leur place la mue qui s'impose, pour donner un souffle nouveau, une présentation différente et surtout une image de sérieux. Le «Kassensturz» de l'après Roger Schawinski a mis des mois à trouver et mettre au point la formule actuelle du magazine économique, qui ne s'adresse plus avant tout aux consommateurs, mais aussi aux vendeurs, aux salariés, aux patrons, aux politiciens même.

Difficile, comme un cercle vicieux même: pour augmenter sa propre crédibilité, il faut d'abord y croire, et ferme. Et pour y croire, il ne faut pas subir de continuelles attaques, dont certaines ont une décourageante petite part de vérité. A moins de faire davantage dans l'esquive et la nuance, au lieu de rechercher l'affrontement systématique. A bon entendre...

ABE

La cible favorite

Sur les 95 plaintes pour violation de la concession SSR examinées dans les années 1979-1983 par la Commission Reck, 23 concernaient des émissions diffusées par la radio-télévision romande. Sur les 17 cas intéressant la TVR, A bon entendeur était visée à sept reprises, soit:

1.10.1979: Glaces et attrapes.

2.03.1981: La viande hachée.

11.05.1981: L'organisation Goldschmidt (formation de vendeurs).

24.04.1982: Les mille-feuilles.

22.11.1982: Télérama (location TV).

31.01.1983: Agents d'affaires.

23.02.1983: La dioxine de Seveso.

Sur les onze cas de violation de la concession SSR reconnus par la Commission Reck, deux concernaient la RTSR, c'est-à-dire ABE, pour les émissions sur la viande hachée et Télérama.

A noter que les décisions de la Commission Reck étaient définitives, alors que les prononcés de la nouvelle Autorité indépendante de plaintes sont susceptibles de recours auprès du Tribunal fédéral, dont l'unique arrêt en la matière (du 17 novembre 1980, concernant le «Temps présent» du 23 février 1979 sur «la protection des inculpés et la prison préventive», avec l'interview de Françoise) ne dessinait pas une jurisprudence trop prometteuse.

POINT DE VUE

Un blocage quelque part

Dans DP 719 («Statistiques de salubrité publique»), j'ai relaté quelques résultats d'une importante étude publiée par le SCRIS¹. L'ouvrage éclaire, pour la première fois et de façon utile, la pratique en cabinet privé et la «consommation» des assurés: actes et coûts, par spécialité, âge, sexe... Je formulais un regret: l'absence, dans l'ouvrage, d'un prolongement — facile à mettre à jour — montrant des tendances liées au vieillissement de la population et à la forte croissance du nombre de médecins, ainsi que le manque de trace d'une «opération blanche» — citée à deux reprises — en vue de revaloriser certains actes au détriment d'autres («opération» souvent évoquée lors des négociations entre médecins et caisses-maladie).

Or des échos me parviennent: ces projections auraient été faites! Mais il y aurait eu «blo-

cage», «quelque part», au stade de la publication. A-t-on (et qui?) mis un rapport dans un profond tiroir?

Je n'ai ni le temps ni le goût de «questionner» à cet égard. Mais c'est l'occasion de rappeler la nécessaire autonomie de la recherche et de la publication des informations utiles à la connaissance et à la décision. Par expérience, je sais quelles peuvent être les pressions et les tentations de «tiroiriser» des rapports gênants. La santé, la consommation de soins et ses coûts sont d'intérêt public, et les résultats d'une étude doivent être du domaine public. Affaire à suivre, donc. Et complément à faire, ou à faire faire.

P. G.

¹ Service de recherche et d'information statistiques. «Les soins médicaux en pratique ambulatoire privée», Lausanne, novembre 1983. Pour mémoire, cette étude a été réalisée à la suite d'une demande formulée en août 1979 par la Fédération vaudoise des caisses-maladie et la Société vaudoise de médecine.

SANTÉ PUBLIQUE

Indispensable prospective

En filigrane des questions posées par Pierre Gilliard, des enjeux cruciaux. L'intérêt certain du constat publié par le SCRIS impose en effet un volet prospectif. C'est du reste, semble-t-il, bien ainsi que les statisticiens vaudois comprennent leur travail d'analyse qui date déjà de la fin de l'année passée. L'avant-propos (Marc Diserens, chef de service) de la publication le note clairement — citons:

Le SCRIS souhaite entreprendre, dans un proche avenir, d'autres investigations qui devraient per-

mettre d'améliorer sensiblement notre connaissance de la demande de soins médico-hospitaliers dans son ensemble. Sur de telles bases, des prolongements importants seront possibles. Par exemple: l'évaluation des incidences du vieillissement démographique sur la demande de soins ambulatoires, par spécialité; l'examen des interdépendances qui existent entre la dynamique des composantes du système de santé d'une part (en particulier la croissance spectaculaire du nombre des médecins dans une population en stagnation virtuelle) et les modifications du volume des soins prodigués, le mode de financement et les coûts supportés par les divers agents économiques concernés d'autre part.

Publier de tels prolongements, c'est, à vrai dire, le moins qu'on puisse demander à un service de sta-

tistiques! Eu égard notamment au poids prévisible des dépenses de santé dans les budgets, tant ceux des patients que ceux des collectivités publiques; eu égard aussi à l'urgence de la refonte d'un système de santé dont les bases soient claires, connues et expliquées — seule une plus grande transparence dans ce secteur permettra de stimuler des comportements économes des «consommateurs», indispensables si on ne veut pas en arriver dans les délais les plus brefs à un rationnement des soins de santé.

UN COUAC DE PLUS

Que l'accouchement de telles études soit difficile, très difficile, ne surprendra personne. Depuis plus d'une décennie, les signaux d'alarme sont tirés — les lecteurs de DP en savent quelque chose, qui ont pu suivre pas à pas, entre autres, le développement des analyses de Pierre Gilliard — et depuis plus d'une décennie, les intérêts corporatistes et les privilèges établis font obstacle à la mise à jour des composants économiques de la santé, préalable nécessaire à une concertation efficace des «partenaires» impliqués. Le scandale, c'est la persistance de ce brouillard opaque qui noie les données les plus élémentaires. Aujourd'hui, un couac supplémentaire, tout à fait conforme au climat général! Pas trop grave si le SCRIS peut remettre l'ouvrage sur le métier et livrer, comme il le souhaite, ses conclusions dans les meilleurs délais. Signe encourageant, à terme: l'association dans l'entreprise, d'une part de la Fédération vaudoise des caisses maladie et d'autre part de la Société vaudoise de médecine, avec leurs motivations propres, pas forcément convergentes. Les plus belles statistiques n'ont en effet que l'importance qu'on veut bien leur donner et il ne faut pas perdre de vue les rapports de forces: un organisme officiel comme le SCRIS ne peut que proposer ses services dans l'intérêt de la collectivité, et sur le terrain, les praticiens disposent... ici, les médecins et les assurances!

Le poids des médecins

La face cachée du système de santé a longtemps été son coût. Depuis peu, les budgets sont passés au crible et les économies sont à l'ordre du jour. Mais les propositions de réforme buttent encore systématiquement sur deux obstacles majeurs: d'une part le manque chronique de données vérifiées sur le «ménage médical» au sens large (l'introduction de l'informatique va à coup sûr permettre aux corporations médicales de mieux se connaître elles-mêmes, mais on peut douter que ces données seront portées à la connaissance des autorités concernées et d'un plus large public...) et d'autre part l'absence d'une véritable politique prospective économique et financière en matière de santé.

Au chapitre de la prospective, le tir de barrage des médecins qui ne supportent pas d'être comptabilisés comme des agents économiques est impressionnant: la ligne de défense passe par de véritables incantations sur le thème de la médecine libérale et du jeu sacré de l'offre et de la demande. Défense un peu courte tout de même: dans la pratique, les interventions se multiplient, par exemple sur le «marché» des cabinets médicaux, et au premier chef à travers le nombre des futurs médecins (jusqu'en l'an 2000, les chiffres sont connus: à cette date, la Suisse comptera un médecin pour 250 habitants, alors qu'il y en avait un pour 700 en 1970).

Voyez la Conférence universitaire suisse qui y va chaque année de sa petite brochure de dissuasion («information destinée aux bacheliers qui se proposent d'étudier la médecine») et qui, non contente d'épiloguer sur le nombre restreint de places de stage ou de places d'études pour la formation clinique, se lance, avec mille prudences et circonvolutions, dans l'argumentation économique. Première page de la démonstration 1984: «... *La for-*

mation des étudiants en médecine est très 'professionnalisée': presque tous les étudiants ont l'intention d'exercer une activité professionnelle dans le secteur de la santé, très souvent même en cabinet privé. Comme les coûts de notre système de santé publique enflent depuis un certain temps déjà de façon préoccupante, on attribue souvent cette évolution au grand nombre de médecins qui sont formés.» Qu'en termes diplomatiques ces choses-là sont dites! Mais il y a plus vulgaire: la même Conférence universitaire suisse, pour décourager les amateurs, n'hésite pas à peindre un sombre tableau du standing du médecin à l'avenir — citons encore: «... *On ne peut ignorer ici un élément dont on parle de plus en plus souvent lorsqu'il est question de coûts de la santé et de démographie médicale. Certes, une part importante de l'explosion des coûts dans ce domaine revient au secteur hospitalier; mais il y a aussi incontestablement une interdépendance de ces coûts et du nombre de médecins. Quoiqu'il en soit, on doit savoir qu'à l'avenir les médecins, beaucoup plus nombreux, devront se partager une masse d'honoraires qui n'augmentera certainement pas de façon proportionnelle. Il suffit de songer à l'évolution des primes d'assurances maladie et accidents pour se rendre compte que les coûts de la santé ne pourront plus croître au rythme de ces dernières années. Cela se répercutera nécessairement sur le revenu des médecins. Cette perspective n'a pas que des aspects négatifs! Les bacheliers qui veulent aujourd'hui étudier la médecine doivent y être poussés davantage par l'idéalisme que par l'espoir d'un revenu et d'un prestige social élevés.»*

Les tenants et aboutissants de la démographie médicale invoqués pour préserver, autant que faire se peut, les places fortes financières de la profession d'un afflux de diplômés aux dents longues: on voit mal que cette même démographie médicale ne soit pas prise en compte avec toute la précision voulue pour cerner les contours financiers des prochaines décennies de notre système de santé.

Le temps, comme il va

Savez-vous bien qu'en 1870, la taille moyenne des recrues vaudoises était de 165 cm et celle des recrues genevoises de 167 cm? Et dire qu'il y a des gens pour nier le progrès!

Autre progrès, qui me laisse perplexe, celui-là. Je lis dans le *Maumort*, roman inachevé et publié voici quelques mois de Roger Martin du Gard, un texte qui doit dater au plus tôt des dernières années trente, où il est question de la population de l'URSS: cent quarante-huit millions d'habitants... J'ai consulté le *Grand Larousse encyclopédique* de 1964: 225 millions d'habitants; le *Grand Larousse* de 1969: 235 millions; le *Grand Larousse* de 1975: 250 millions... A la radio, l'autre jour, j'ai cru entendre articuler le chiffre de 260 millions. Laissons tomber et comptons en gros cent millions pour un demi-siècle — pourtant, l'URSS n'est pas l'un des pays qui «jouisse» d'une natalité record. Fort bien. Le régime communiste est infâme; notamment, il est incapable d'organiser la production de manière à nourrir ses ressortissants et se trouve contraint d'une part d'importer du blé canadien, américain, etc., et d'autre part de piller les Etats satellites de l'Est. Espérons donc que ce régime va disparaître. Espérons surtout que le régime qui succédera parviendra à nourrir, habiller, etc., procurer du travail, instruire — vous avez une recette, vous? Il m'arrive parfois de me demander si nous ne nous trouvons pas devant une situation sans issue, en tout cas à court et à moyen terme. Naturellement, reste la solution de l'ayatollah: fermer les écoles et envoyer les enfants de douze ans et moins gagner leur salut en se faisant tuer. Malheureusement, au contraire des diabétiques haut-savoyards, l'ayatollah manque de punch: il n'envoie que les garçons! C'est les fillettes qu'il faudrait diriger sur le front et, de ce point de vue, on ne peut que souhaiter voir introduit chez nous un service militaire féminin obligatoire.

Ollon: des inconnues partout

Deux baignoires reçoivent chacune X et Y litres d'eau à la minute, mais elles ont des trous et en perdent, la première... etc... Ça ne vous rappelle rien, ce genre de données? Une caverne reçoit X, Y et Z déchets hautement toxiques et même moyennement radioactifs; la caverne a des pertes; après 10 000 ans, sachant que... etc... C'est la nouvelle version de ce vieux problème et les nucléocrates se sont penchés sur ces données pour démontrer, bien évidemment, que la caverne ne relâchera que des produits tout à fait inoffensifs.

Peu convaincue par la démonstration et concernée au premier chef par une telle caverne, la commune d'Ollon, avec l'aide de quelques autres organismes, a financé une petite équipe de chercheurs pour refaire tous ces calculs et en estimer la fiabilité. Les résultats de cet exercice viennent de paraître: ce sont les conclusions du rapport ÖKOS, et elles sont édifiantes.

En bref, elles démontrent que le calcul des risques, tel qu'il a été établi par les responsables de l'industrie nucléaire, est totalement illusoire. Il y a des inconnues partout: nature exacte des déchets, degré de toxicité, comportement de centaines de composés chimiques susceptibles de prendre naissance, mécanismes de migration de ces composés dans la matrice (ciment, bitume), dans le matériel de colmatage de la caverne, dans son revêtement, dans la roche et, finalement, dans la biosphère. Le résultat qu'on nous propose n'est qu'un empilement de suppositions sur des hypothèses.

ET L'ÂGE DU CAPITAINE?

Pour reprendre la comparaison avec les baignoires classiques du premier problème, il faudrait formu-

ler ainsi les données: deux récipients de contenance approximativement connue sont remplis par des robinets dont le débit est estimé et dont on a tout lieu de penser qu'il variera au cours du temps; de ces robinets coulent des liquides épais dont la viscosité change avec la température et, malheureusement, les fluctuations de la température sont imprévisibles; par dessus le marché, les récipients ont des trous qui pourraient bien, en cours d'expérience, se colmater; mais ils pourraient, hélas, s'agrandir sans crier gare. Vous avez deux heures pour résoudre le problème: quelle est la première baignoire qui sera pleine (ou vide, on n'en sait rien)?

Lorsqu'une discipline passe d'une approche qualitative à une approche quantitative, elle a franchi un pas important; c'est ce que nous enseigne toute l'histoire des sciences. La quantification (ou son imitation) passe actuellement par l'élaboration d'un modèle mathématique. Très souvent des chiffres douteux sont introduits dans des équations simplificatrices et le tout est confié à une calculatrice, cela va de soi. Cette pseudo-quantification est-elle un réel progrès? Le problème se pose pour de nombreuses disciplines.

UN JEU GRATUIT

Le modèle est un jeu de l'esprit et reste un jeu gratuit tant que les données de base ne sont pas acquises. Le modèle tire son pouvoir de séduction de son efficacité. Il faut rappeler qu'un modèle peut être efficace sans pour autant correspondre à la réalité. L'exemple historique le plus célèbre d'un tel modèle est celui du système astronomique d'avant Kepler: dans les épicycles de Ptolémée, la Terre était au centre de l'Univers, cependant le modèle était parfaitement efficace pour le calcul et la prévision des éclipses de Soleil et de Lune. Autre cas plus récent: dans les années 1950, on disposait d'un modèle d'atome qui a été remplacé par des

modèles bien plus sophistiqués et probablement plus proches de la réalité; pourtant le modèle des années cinquante a été bien assez efficace pour permettre la fabrication de bombes que l'humanité n'est pas près d'oublier.

UNE PLAIE PURULENTE

L'efficacité de ces modèles ne doit pas nous faire oublier la totale inefficacité de nombreux autres modèles. Tous les modèles économiques développés jusqu'en 1970 ont passé à côté de la crise actuelle et vous vous souvenez certainement de grands titres d'articles signés par d'éminents professeurs toujours en fonction: «Il n'y aura pas de crise.» — «Pourquoi il ne peut pas y avoir de crise», etc... Rappelez-vous aussi les modèles de croissance économique développés par la sérieuse école de Saint-Gall: un Monsieur Kneschaurek (ou un nom comme ça) nous prédisait une Suisse de huit millions d'habitants et autres sornettes qui eurent leur heure de gloire...

Actuellement, aucun rapport n'a de chance de passer pour sérieux sans un modèle à la clef. Que le modèle soit efficace ou pas, personne ne s'en soucie: il est persuasif par lui-même. Et le jeu est tel qu'il suffit de trouver les bonnes règles pour arriver à prouver ceci... ou son contraire.

Où se situe alors le progrès véritable? Bien évidemment, dans la recherche de chiffres moins fantaisistes et dans celle d'équations moins simplificatrices. Mais c'est une recherche qui risque de coûter cher et qui pourrait empêcher de modéliser en rond: imaginez qu'on débouche sur de nouvelles données qui ne permettraient plus de démontrer n'importe quoi!... Il a fallu le travail systématique des gens du bureau ÖKOS pour mettre le doigt sur cette plaie purulente. Quant aux travaux prévus à Ollon, ils ne servent, dans ce contexte, pratiquement à rien, sinon à dépenser bêtement un argent qu'on devrait investir ailleurs.